

# Les élections fin 2017 ? C'est mal parti

**Congo-Kinshasa Les mauvais signaux se multiplient contre ce qu'exige l'accord du 31-12.**

Analyse Marie-France Cros

**P**arce que les autorités congolaises n'ont pas organisé le cycle électoral 2015-2016 comme elles en avaient le devoir, les principales d'entre elles sont hors mandat. Pour ne pas qu'elles soient aussi hors de toute légalité, l'accord de la Saint-Sylvestre balise la transition en cours d'ici aux prochaines élections – et prévoit celles-ci avant la fin 2017. Mais c'est mal parti.

## Retards dans l'enrôlement

Un observateur note en effet que si l'enrôlement des électeurs a déjà bien avancé dans la moitié des provinces du pays, à Kinshasa il est supposé avoir démarré le 30 mai, "mais la plupart des centres d'inscription ne sont pas encore fonctionnels". Or chacun d'entre eux doit être ouvert durant nonante jours. "On sait donc déjà que la fin de l'enrôlement ne pourra en tout cas pas intervenir avant le 15 septembre pour Kinshasa, ce qui amène à un retard d'au moins un mois et demi actuellement. Les élections ne pourront donc très probablement pas avoir lieu en 2017."

Autre entrave: l'Assemblée natio-

nale, qui ferme ses portes ce 15 juin, doit encore voter la loi créant et organisant le CNSA (Conseil national de suivi de l'accord de la Saint-Sylvestre, chargé de surveiller les préparatifs électoraux) et réviser la loi électorale. Lorsque l'enrôlement des électeurs sera terminé, pourra être votée la loi sur la répartition des sièges – qui se fera sur base de la population électorale.

## Budget non explicite

Encore un mauvais signe: selon une déclaration du député Gilbert Kiakwama (opposition) devant ses pairs, le projet de budget à l'examen en cette fin de session ordinaire de l'Assemblée nationale "n'explicite pas la source de financement des élections". Comme si on ne comptait pas vraiment les organiser ?

L'Asadho (Association africaine de défense des droits de l'homme) a en tout cas dénoncé, le 13 mai, "les intimidations contre les participants à la campagne exigeant des élections en 2017", la campagne "J'aime le Congo, j'exige des élections en 2017". Ses militants sont harcelés par "des agents des services de sécurité". Des agents de l'ANR (Agence nationale de renseignement) ont ainsi déclaré à deux militants, le 9 mai au rond-point Victoire, à Kinshasa, qu'"ils n'avaient pas le droit d'exiger les élections tant que la Ceni (Com-

mission électorale nationale indépendante) n'a(vait) pas encore publié le calendrier. La prochaine fois ils seront arrêtés et conduits en prison".

#### Pas de candidat de la Majorité

Difficulté encore: à moins de sept mois de la fin de l'année, on n'a encore aucune idée du candidat à la présidence que présentera la Majorité actuelle. Observateurs et acteurs politiques congolais de tous bords sont nombreux à souligner que si le président Joseph Kabila se désigne un dauphin, il va immédiatement créer un désordre dangereux dans ses rangs.

Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a assuré dernièrement que ce candidat sera connu en temps opportun, "mais le choix sera difficile", indique à "La Libre Belgique" un autre observateur, "parce qu'il n'y a, dans la Majorité, aucune personnalité qui soit populaire ailleurs que chez elle".

Depuis un an, les mêmes noms sont cités: Aubin Minaku ("Il pense que ce devrait être lui mais avec Joseph Kabila, qui peut savoir?"; commente une source à Kinshasa); Evariste Boshab, l'ex-ministre de l'Intérieur, mais il est visé par des sanctions américaines de-

puis 2016 et européennes depuis le mois dernier; Henri Mova, ex-ambassadeur en Belgique et secrétaire général du parti présidentiel, le PPRD ("mais il est combattu par l'entourage présidentiel", commente une source bien informée); Néhémie Mwilanya, le directeur de cabinet du chef de l'Etat et l'ex-Premier ministre Augustin Matata font aussi partie des noms les plus souvent cités. "Mais dont on ne peut exclure qu'ils circulent parce que les intéressés les font eux-mêmes circuler", tempère une source à Kinshasa.

#### Combien d'électeurs?

Enfin, un certain flou plane sur le nombre d'électeurs. La Ceni les évalue à 41 millions, chiffre que l'OIF (Organisation internationale de la francophonie) lui a vivement recommandé d'"affiner".

"La Libre Belgique" a interrogé à ce sujet le démographe belge André Lambert, qui avait travaillé sur les élections de 2005-2006, supervisées par l'Union européenne. "Si l'on garde les mêmes paramètres que ceux estimés pour cette année-là (soit des espérances de vie de 41 ans pour les hommes, 43 ans pour les femmes et 7 enfants par

femme), on obtient une population âgée de 18 ans et plus qui atteint 38 millions de personnes", indique le démographe.

"Et si l'on envisage qu'il y ait eu, depuis 2005, une forte hausse de l'espérance de vie – soit 58,5 ans pour les hommes et 61 ans pour les femmes et une fécondité de 5 enfants par femme, hypothèses qui me paraissent invraisemblables – la population âgée de 18 ans et plus atteindrait 40,2 millions. En tout état de cause, on est sans doute plus proche de 38 que de 40,2 millions", conclut-il.

Son collègue de l'Adrass (Association pour le développement de la recherche appliquée en sciences sociales), Louis Lohle-Tart, souligne, de son côté, que comme la population de plus de 18 ans "représente globalement un peu moins de 50 % de la population totale" au Congo, le chiffre de la Ceni donnerait une population congolaise totale "de l'ordre de 85 millions".

Or, en 1984, lors du dernier recensement, les Congolais étaient 31 millions, rappelle-t-il. Avec un taux de croissance de 3 % par an – "excessif à mon avis – on arriverait à une population totale aux alentours de 80 à 84 millions". Donc moins, ici encore.

*"En tout état de cause, on est sans doute plus proche (d'un électorat) de 38 millions que de 40,2 millions de personnes."*

**André Lambert**

Démographe belge qui a travaillé sur l'électorat congolais.